

RÔLE STRATÉGIQUE DE L'ÉCOLE

socialgerie, le 25 décembre 2015

IL EST LÀ, EN NOUS, LE DAECH QUI NOUS MENACE, PAS DANS LES RIVAGES DE SYRTE

*Mohamed Saadouné
Huffpostmaghreb
le 21 décembre 2015*



Des enfants à El Abiodh Sidi Cheikh | [daguett.fr/flickr](https://www.flickr.com/photos/daguett/)

Quelques mois après avoir mené l'Algérie en bateau en créant la polémique aussi furieuse qu'inutile sur l'usage de la darija dans l'école, **Mme Nouria Benghabrit donne des chiffres** sur la performance du système éducatif national qui donnent froid dans le dos.

Et qui resituent la question de l'école dans sa vraie dimension - la qualité de l'enseignement, les moyens qu'on lui donne, les programmes, la pédagogie - au lieu de cette brumeuse histoire de Darija qui a permis d'allumer, une fois de plus, les fausses polarisations politico-idéologiques.

| Sur 1000 élèves admis à l'école primaire la même année, 41 seulement obtiennent le baccalauréat. Un désastre en chiffre qui nous dispense d'aller chercher une langue - arabe ou étrangère, c'est selon - comme bouc-émissaire d'une terrible absence de vision. |

Le chiffre est tellement bas que certains mettent en doute la fiabilité de l'information statistique donnée par Mme Benghabrit. Cela donne matière à discussion entre statisticiens, mais au-delà du chiffre, on sait que le système éducatif algérien va mal. Très mal. Même si le chiffre de la ministre peut-être sujet à discussion - et il en faut -, la question de l'école algérienne est centrale.

LIRE AUSSI : Parole d'enseignante : Je n'ai rien contre Nouria mais je n'enseignerai pas en Benghabrit

Le mouvement national algérien a fait de l'école une promesse aux générations à venir qu'ils ne vivront plus dans les ténèbres où l'ordre colonial a plongé leurs parents. À la veille du coup de rein de survie que furent les manifestations du 8 mai 1945, la France coloniale avait réussi à détruire les

vieilles structures de l'enseignement pour propager l'ignorance généralisée. La clochardisation des algériens avait atteint des sommets.

L'école, une question existentielle

L'école était vue dans le discours des divers courants du mouvement national comme une injustice à réparer mais également une question existentielle : celle qui va donner à la nation l'armée des gens instruits et formés, des citadelles qui nous éviterons la situation infâme où l'ordre colonial avait mis les Algériens. Des indigènes, des sous-humains...

| Bien entendu, nos anciens pensaient qu'il nous faudrait une armée pour défendre le pays et ses frontières. Mais, même si souvent leur instruction n'était pas grande, ces anciens, nos parents, avaient compris que le grand bouclier de la nation qui permettrait à cette armée d'assumer bien son rôle, ce sont des femmes et des hommes instruits, bien formés, capables de déchiffrer le monde dans lequel ils vivent ; des femmes et des hommes qui construisent le présent et l'avenir. |

La sécurité nationale, dans son sens le plus durable, est celle qui se forge à l'école. Le meilleur système de défense est dans le savoir, la formation, la compétence. Le meilleur système de défense ne réside pas dans le nombre des soldats et dans la qualité de son équipement.

LIRE AUSSI : Violences d'enseignants : Comment le petit Raouf a cessé d'aimer son école...

Une armée est plus utile et plus efficace dans un pays où le savoir est fortement diffusé. C'est dans l'école et son efficacité que se mesurent la force et le potentiel d'une nation et non l'émergence subite - et sans cause - de nouveaux riches, ces « Tycoon » d'opérettes qui nous ont fichu une honte planétaire.

L'échec de tous les clans

Et ce chiffre de 4% d'enfants algériens avancé par Mme Benghabrit est glaçant. Effrayant. Il est le signe de l'échec monumental des Bouteflika, des Toufik et de tous les clans qui se disputent le pouvoir et la rente.

Durant la dernière décennie - on n'en parle plus avec la chute du prix du baril - on a eu une multitude de propositions sur l'usage des surplus financiers algériens : fonds souverains, infrastructures, redistribution.

Quelques-uns, peu nombreux, ont suggéré de les investir dans la formation, l'enseignement, dans la modernisation radicale de nos universités. On pouvait même le faire par de l'importation

d'enseignants-experts pour apporter une formation de qualité à nos enseignants, réhabiliter le circuit éducatif de l'école à l'université.

La dépense - ce mot qui fait frémir nos « libéraux »- aurait été autrement plus rentable qu'importer une autoroute pour importer ensuite les voitures qui roulent dessus. Et ensuite le gasoil pour les faire marcher...

Au lieu d'être exigeant dans ce domaine vital, existentiel même, de l'éducation, on a laissé les choses se dégrader. On s'est gargarisé des grands chiffres : le nombre d'élèves et d'étudiants et les "dépenses" censées être faramineuses que l'État "consent."

De la pure démagogie dans un pays où le système politique a fait fuir la crème des élites, un système où il ne s'agit pas d'être compétent et instruit mais d'être capable de "frapper son coup" (*Adhrab Dharbtak*) et d'avoir des connaissances dans un des carrefours du pouvoir.

L'école n'a pas été mise à l'abri de cette régression. Nos valeureux militants de la cause nationale la pensaient comme un lieu privilégié de transmission du savoir avec des maîtres et des enseignants respectés prodiguant de la connaissance et l'appétit d'apprendre. Ils avaient une hiérarchie des valeurs où le savoir était en « haut ».

Cette hiérarchie est aujourd'hui inversée. Le travail - et le savoir -, c'est pour les naïfs, ceux qui ne savent pas "frapper leur coup." Cela donne cette réalité algérienne qui veut que les études ne mènent nulle part et que le savoir académique et scientifique ne pèse pas lourd devant une connaissance (*une ma3rifa*) dans l'administration ou au gouvernement.

On ne peut même pas se réjouir du nombre important ou non des bacheliers. Il suffit d'aller à l'université et de voir la qualité des diplômés qui en sortent. Nous avons là - moyennant quelques exceptions que la sociologie peut expliquer - la mesure d'une régression vers l'ignorance, ce terrain fertile de tous les charlatanismes dont le coût social - et politique - est très lourd.

On parle beaucoup de la surveillance des frontières de notre grand pays et des risques qui nous viennent de l'extérieur. On omet de regarder l'ampleur de la Bérézina du régime algérien. Elle est dans l'état lamentable de l'école. Il faut le répéter, en arabe, classique, darija et dans toutes les langues du monde : c'est là, chez nous, en nous, que se trouve le Daech qui nous menace, pas dans les rivages de Syrte.

Voir en ligne : <http://www.huffpostmaghreb.com/moha...>